

Introduction

Cet article commence par une analyse de l'échec, ces douze dernières années, de la stratégie du gouvernement canadien en ce qui concerne les relations avec les États-Unis. Il n'est pas conçu comme une revue balancée de tous les faits et opinions à la manière du journaliste objectif ou de l'universitaire à la recherche d'une vérité neutre, mais plutôt comme une critique des politiques issues d'un nationalisme malencontreux. Mon propos est de mettre de l'avant une nouvelle stratégie dans laquelle le Canada pourra hardiment prendre l'initiative de rechercher une relation plus étroite et plus coopérative avec les États-Unis. Appelez cela continentalisme si vous le désirez; ce mot est respectable et mérite d'être ramené dans le vocabulaire du débat sur la relation. Après tout, le Canada partage la plus grande partie d'un continent avec les États-Unis, ce qui en soi, réclame un haut degré de coopération entre les deux pays. Les politiques canadiennes qui ne tiennent pas compte du niveau élevé, et sans cesse à la hausse, de l'interdépendance sont condamnées à l'échec, et continueront dès alors à saper la confiance nationale du Canada. En revanche, des politiques qui reconnaissent le bien fondé de l'interdépendance tout en la gérant efficacement permettront au gouvernement canadien de concentrer ses énergies et ses ressources à d'autres problèmes.

Il serait facile de citer des faits, des chiffres et des opinions apuyant mes arguments, mais j'ai évité, dans une large mesure, de recourir à des statistiques et à des notes. Je préfère demander au lecteur de considérer mon argumentation à la lumière de ses propres observations du monde: la tendance est-elle à l'indépendance des États-nations tel que le Canada, ou plutôt à la reconnaissance et à la gestion de leur interdépendance? Il serait maintenant utile de définir ce que j'entends par interdépendance, ainsi que par deux autres mots dont j'entends faire fréquemment usage.

Par interdépendance, j'entends la reconnaissance par les pays qu'ils sont dépendants les uns des autres, c'est-à-dire que leurs économies font partie d'un système international en dehors du contrôle national, et qu'afin de prospérer, ils doivent coordonner leurs politiques nationales et avoir chacun des considérations pour les intérêts des autres.